



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

Chaumont, le 2 octobre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13 septembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **FERRY CAPITAIN**

Usine de Bussy  
BP 33  
52300 Vecqueville

Code AIOT : 0005701290

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 septembre 2024 dans l'établissement Ferry Capitain implanté Usine de Bussy - BP 33 - 52300 Vecqueville. L'inspection a été annoncée le 2 septembre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection a été programmée suite à une campagne exploratoire sur les polluants dits émergents présents dans l'eau potable réalisée par l'ANSES entre 2020 et 2022 et qui fait permis de constater la présence de 1.4 dioxane dans un captage d'eau potable de la commune de Vecqueville. Afin de tenter de localiser la source de cette pollution, les ICPE présentes à proximité du captage, dont la société Ferry Capitain, font l'objet d'une visite d'inspection.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FERRY CAPITAIN
- Usine de Bussy BP 33 52300 Vecqueville
- Code AIOT : 0005701290
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Ferry Capitain exploite un site de fonderie soumis à autorisation et relevant de la directive IED, sur le territoire de la commune de Vecqueville.

Le site, toujours implanté dans ses bâtiments historiques, est aujourd'hui spécialisé dans la production de pièces en fonte ou acier de très grandes dimensions (pièces d'extraction minière, de turbine éolienne...) et usinées.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejet Effluents	Code de l'environnement article L. 512-20	Prescriptions complémentaires	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A la demande de l'inspection des installations classées, une première analyse documentaire a été réalisée par l'exploitant pour définir les produits potentiellement contenant du 1.4 dioxane et utilisés sur site. Cette analyse documentaire, menée sur les produits les plus utilisés dans le process, doit être étendue à l'ensemble des produits présents sur site.

Dans le cadre d'une "levée de doute" sur l'origine du 1.4 dioxane présent dans le captage d'eau potable de la commune de Vecqueville, l'exploitant est disposé à effectuer une recherche de cette molécule dans les analyses réalisées sur les piézomètres présents sur le site.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejet Effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/09/2000, article L. 512-20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejet 1.4 Dioxane
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément à l'article L. 512-20 du code de l'environnement qui dispose : « En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités. Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. » et suite à la campagne exploratoire menée par l'ANSES entre 2020 et 2022, l'exploitant doit rechercher si une pollution au 1.4 dioxane est possible dans ces rejets.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'une analyse documentaire des FDS (Fiche de Données de Sécurité) des produits les plus utilisés sur site, et dans lesquels le 1.4 dioxane pouvait potentiellement se trouver, a été réalisée.  Cette analyse documentaire ne laisse pas apparaître de produit contenant de 1.4 dioxane (recherche effectuée par le numéro CAS 123-91-1).  L'exploitant a aussi remis à l'inspection des installations classées, les FDS des 10 produits les plus utilisés sur site (peintures, résines, catalyseurs et durcisseurs). Aucune de ces FDS ne fait mention du 1.4 dioxane.  Durant les échanges, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées qu'une base de données des produits utilisés sur site était en cours de mise à jour. Suite à cette mise à jour, l'exploitant pourra avoir une vue exhaustive de l'ensemble des produits pouvant contenir du 1.4 dioxane et présents sur le site.  Un délai de 6 mois a été convenu pour que l'exploitant puisse fournir à l'inspection des installations classées un état des lieux exhaustif des produits contenant du 1.4 dioxane et utilisés sur site.  Enfin, il a été convenu avec l'exploitant qu'une recherche de 1.4 dioxane serait réalisée dans les prochaines analyses réalisées sur les piézomètres présents sur site.  Cette analyse devrait avoir lieu durant le mois d'octobre 2024.  Les résultats sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Prescriptions complémentaires
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois